

Depuis 1999, l'euro aurait fait perdre 3591 milliards à la France

Une étude du CEP (Centrum für Europäische Politik) publiée en février 2019 a relancé la question de l'estimation du coût de l'euro. Une addition colossale, notamment pour la France. La seule grande gagnante de l'introduction de la monnaie unique est l'Allemagne, qui aurait gagné 1893 milliards d'euros et, dans une moindre mesure les Pays-Bas, avec 346 milliards d'euros...

Tout le monde s'en souvient : l'euro est devenu notre monnaie le 1er janvier 2002 après être entré en opérations le 1er janvier 1999 pour ce qui est des comptes. De nombreux économistes(1), et je n'ai pas été le dernier(2), ont souligné les problèmes que provoquait la monnaie unique. L'euro, incapable de produire la croissance que l'on en attendait et de protéger la zone euro des crises, comme on l'a vu en 2008-2009, a en plus eu un coût pour les pays qui l'ont adopté.

L'origine de l'euro vient du rapport Delors, publié en avril 1989(3). Jacques Delors cherchait alors à construire un pôle de stabilité en Europe autour duquel pourraient s'agréger les pays de l'ex-camp soviétique. L'euro fut donc présenté comme une garantie contre les spéculations monétaires du Système monétaire européen (SME) et de l'ECU(4). Le SME lui-même résultait du rapport Werner, remis en 1970(5). Les pays européens cependant avaient fait le choix d'une libéralisation financière totale, largement inspirée par les socialistes français. L'histoire des crises que le SME a connues fut donc réécrite par les partisans de la monnaie unique comme celle d'une impossibilité à combattre la spéculation dans un cadre à plusieurs monnaies, sans mentionner le contrôle de mouvements de capitaux. La libération des capitaux était présentée comme un dogme, ce qu'elle n'était certainement pas.

L'objectif, de plus, était de compléter le marché unique européen(6) par une monnaie unique. En cela, l'euro était caractéristique de la période de la fin des années 1980. On était dans la montée de l'idéologie néolibérale, la déconsidération des nations et l'importance de plus en plus grande des structures supranationales. De cela, le traité de Maastricht porte la trace(7). L'idéologie de l'époque, et en particulier en France, était marquée par l'idée de la nécessité d'un dépassement des nations. On ne pouvait faire plus grand contresens historique sur la période et le contexte. Quand l'euro fut réellement mis en place, la situation avait déjà radicalement changé ! L'euro s'avérait obsolète avant même d'exister, et avec lui le projet européen visant à la construction d'une Europe supranationale. Un farouche partisan de l'Europe, comme le fut Michel Rocard, l'a d'ailleurs reconnu avant sa mort(8).

L'euro fut aussi présenté comme un atout pour la croissance en Europe dans les années 1990. Pourtant, les résultats en furent rapidement contestés et démentis(9). Ces travaux étaient construits sur des bases tant méthodologiques(10) que théoriques extrêmement fragiles. Il est maintenant acquis que les effets de l'euro sur le commerce interne des pays de l'UEM ont été des plus réduits(11). Ils sont mêmes négatifs pour certains d'entre eux.

De nombreux politiciens ont ainsi prétendu que l'euro provoquerait une hausse de la croissance des pays membres d'environ 1%. Il n'en fut rien(12). Son effet sur le commerce intrazone fut de réarranger les flux entre les pays et de conduire certains d'entre eux à se désindustrialiser, tandis que d'autres (essentiellement l'Allemagne) en profitaient très fortement(13). Cette introduction a provoqué l'exacerbation des différences entre les pays membres car les variations de taux de change entre les pays avaient pour effet de compenser ces différences(14).

LES ESTIMATIONS DU COÛT DE L'EURO

Une étude du CEP (Centrum für Europäische Politik) publiée en février 2019 a relancé la question de l'estimation du coût de l'euro pour la France, mais aussi d'autres pays(15). Le CEP est un centre de recherches très pro-européen. Au conseil de cette institution siégeaient ainsi Hans Tietmeyer, ancien chef de la Bundesbank et architecte de l'euro. Cette étude, cosignée par Alessandro Gasparotti et Matthias Kullas, montre que l'introduction de l'euro a engendré des gagnants et des perdants, ce qui a provoqué un tollé général, à Bruxelles comme en France.

D'après cette étude, l'introduction de l'euro aurait coûté de 1999 à 2017, en sommes cumulées, 3591 milliards d'euros à la France, 4325 milliards à l'Italie et 224 milliards à l'Espagne. L'Allemagne aurait quant à elle gagné 1893 milliards d'euros et les Pays-Bas 346.

La méthodologie de cette étude s'appuie sur une reconstitution de ce qu'aurait dû être la croissance du PIB dans les pays considérés si l'euro n'avait pas été introduit. Cette reconstitution s'appuie sur l'extrapolation de la tendance du PIB par habitant dans des pays aux caractéristiques similaires et qui n'ont pas introduit l'euro. C'est ce qu'on appelle le « groupe de contrôle ».

Si l'idée de constituer un groupe de contrôle est bonne, on peut en reprocher sa composition avec des pays extra-européens comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. Est-ce suffisant pour la balayer d'un revers de main, comme l'a fait le très partisan journal Libération(16) ? En fait, la méthode dite de contrôle synthétique est considérée par les chercheurs comme solide. C'est d'ailleurs une méthode couramment utilisée en économie.

On peut aussi comparer les taux de croissance de la France avec trois pays, le Canada, la Suède et le Royaume-Uni. On constate que par rapport aux dix années qui ont précédé l'introduction de l'euro, la France a subi une perte de croissance par comparaison à ces trois pays d'environ 0,9% du PIB.

Si l'on transpose cet écart à partir de 1999, en supposant que cet écart se soit progressivement ouvert (faible au début des années 2000, plus important à partir de 2012-2014), l'euro aurait coûté à la France, en total cumulé, 3347,2 milliards d'euros. Soit, par personne, plus de 50 000 euros. On le voit, les 3347 milliards obtenus par cette méthode de calcul ne sont pas loin des 3591 milliards obtenus par l'étude du CEP. Cela confirme que l'ordre de grandeur, plus de 3000 milliards en vingt ans, est bien solide. L'écart instantané s'élève, lui, à 409 milliards.

L'EXPLOSION DES ÉCARTS DE COMPÉTITIVITÉ

Les causes de cette situation sont connues et analysées dans un document de 2017 du Fonds monétaire international(17). Il souligne les problèmes posés par la divergence des compétitivités dans le cadre de la zone euro et en montre l'importance pour des pays comme la France, mais aussi l'Italie et l'Espagne. On voit que le problème s'est même aggravé par rapport à l'édition 2016. Ces écarts de taux de change réel au sein de la zone euro sont d'ailleurs régulièrement calculés par le FMI.

L'absence de circulation des capitaux au sein de la zone euro, indiqué dans une étude de Natixis, et qui justifie que cette dernière parle d'échec de la zone euro, conduit à une sous-évaluation de la monnaie de l'Allemagne et à une surévaluation de la monnaie de la France, de l'Italie, de l'Espagne et de la Belgique. Ceci explique alors une large partie de l'excédent commercial allemand. Et inversement, le déficit commercial français et la stagnation économique de l'Italie, qui doit comprimer sa demande intérieure pour éviter un déficit commercial important. Cette situation engendre à son tour un coût implicite sous la forme d'un retard de croissance par rapport à la situation où ces pays ne feraient pas partie de la zone euro.

Il semble donc incontestable que l'euro ait eu un coût élevé en France, en Italie, en Espagne et dans d'autres pays. Ce coût, faible au début des années 2000, est certainement allé en augmentant pour atteindre aujourd'hui plus de 400 milliards par an, soit environ 6000 euros par Français et par an

Jacques SAPIR , juillet 2020

LA REVUE DE MICHEL ONFRAY 

FRONTPOPULAIRE